



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ

20, Avenue Appia
1211 GENEVE 27
SUISSE

FAX: OMS (41.22) 791 07 47
TEL: (41.22) 791 21 11



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET
LA CULTURE

7, place Forcenoy
75352 PARIS 07
FRANCE

FAX: UNESCO (33.1) 45 67 00 90
TÉL: (33.1) 45 68 00 00

Secrétariat de réunion

OMS

Chargé de la réunion:

Mr J. Perrot

Division de la Coopération
intensifiée avec les Pays

Tél.: (41-22) 791 22 06 (suivi)

Fax.: (41-22) 791 47 33

E-mail: PERROT@WHO.CH

UNESCO

Chargé de la réunion:

Mr A. Lokisso

Enseignement primaire
Division de l'Éducation de base

Tél.: (33-1) 45 68 00 35 (suivi)

Fax.: (33-1) 40 65 94 01

Réunion technique:

*L'Impact de la dévaluation du franc CFA
sur la santé et l'éducation*

Un an après: bilan pour l'action

Genève, 21 - 24 février 1995

SESSION PLÉNIÈRE

COMMENTAIRES SUR LE DOCUMENT:

"Paide extérieure pour les secteurs sociaux
au lendemain de la dévaluation du franc cfa"

Roger Key

Division Population et Ressources Humaines
Département de l'Afrique centrale-occidentale
Banque mondiale
Washington, USA

Ce document est issu de la réunion technique sur *"l'impact de la dévaluation du franc CFA sur la santé et l'éducation"* mais n'est pas une publication de l'Organisation Mondiale de la Santé. Tous les droits sont réservés par l'Organisation. Le document peut toutefois être librement commenté, résumé, reproduit et traduit, partiellement ou en totalité, mais à l'exception de la vente ou pour un usage en liaison avec des activités commerciales.

Les opinions exprimées dans les documents par des auteurs cités nommément n'engagent que lesdits auteurs.

L'AIDE EXTERIEURE POUR LES SECTEURS SOCIAUX AUX LENDEMAINS DE LA DEVALUATION DU FRANC CFA

Observations de la Banque Mondiale par Roger Key,
Economiste Principal, Division Population et Ressources Humaines
Département de l'Afrique centrale-occidentale
Genève, le 21 février 1995

Dans le cadre de la Réunion Technique sur l'Impact de la Dévaluation du Franc CFA sur la Santé et l'Éducation, l'OMS a présenté une analyse sur l'Aide Extérieure pour les Secteurs Sociaux aux Lendemain de la Dévaluation du Franc CFA. La Banque mondiale a préparé des commentaires qui sont présentés ci-dessous. Ils peuvent être regroupés autour de trois thèmes principaux:

- Premièrement, l'analyse présentée dans le rapport de l'OMS est reprise en illustrant les actions prises par la Banque mondiale suite à la dévaluation.
- Deuxièmement, quelques chiffres sont présentés sur l'aide globale des bailleurs de fonds et des créanciers aux pays de la zone franc en 1994.
- Et troisièmement, les problèmes qui se présentent déjà et qui risquent de devenir encore plus sérieux à l'avenir sont évoqués.

Actions prises par la Banque mondiale suite à la dévaluation

L'analyse présentée dans le rapport de l'OMS sur l'impact de la dévaluation reconnaît que la dévaluation a amené un certain nombre de difficultés et d'avantages: la difficulté de coûts plus élevés pour certaines composantes des projets en francs CFA mais aussi de nouveaux avantages car l'aide extérieure exprimée en devises étrangères a un plus grand pouvoir d'achat en francs CFA.

Cette analyse a été confirmée par l'expérience de la Banque mondiale jusqu'à maintenant. Certains coûts importants des projets, tels que les médicaments importés, les livres scolaires et l'assistance technique, ont augmenté. Cela a augmenté la pression pour trouver des moyens de remplacement locaux. Mais l'inflation globale a été inférieure au montant de la dévaluation. L'inflation a été de 40 à 50% en moyenne contre une dévaluation de 100%, ce qui fait que le pouvoir d'achat des aides extérieures a globalement augmenté (tableaux 1 et 2).

La réponse de la Banque mondiale aux effets de la dévaluation s'est orientée dans trois directions: Au moment de dévaluation, il y avait 2,35 milliards de dollars de financement pour des projets en cours approuvés par la Banque mondiale mais pas encore décaissés pour tous les secteurs, pas seulement la santé et l'éducation. Ce montant a permis de

garantir que la mise en oeuvre des projets ne souffrirait pas à cause de problèmes immédiats de financement.

Tous les projets en cours ont été revus de façon interne ainsi qu'avec les directeurs de projets et les responsables gouvernementaux dans le pays. Ceci a été fait pour tous les projets dans tous les secteurs. Pour la santé et l'éducation, l'accent a été mis sur des réallocations budgétaires au profit de biens importés, tels que les médicaments et les livres scolaires. De plus, de nouvelles options ont été examinées pour la création d'emplois par des méthodes d'exécution de projets à forte intensité de main d'oeuvre, le recalcul des coûts et la réallocation des fonds des projets pour s'assurer que toutes les composantes pourraient continuer.

De nombreux projets vont réaliser des économies grâce à des frais locaux et de main d'oeuvre réduits. Ces économies seront utilisées pour un élargissement des programmes. Un exemple très récent est un projet d'éducation au Niger qui allait être achevé à un coût inférieur aux projections. La date d'achèvement du projet a alors été repoussée et des salles de classe supplémentaires seront construites. Cet exemple est typique. Mais il y a aussi eu des difficultés dans les secteurs sociaux où la mise en oeuvre de nombreux projets reste trop lente. Dans l'ensemble, les décaissements pour les projets n'ont pas augmenté aussi vite que la Banque mondiale l'aurait souhaité (tableau 3).

La Banque a aussi augmenté le financement de nouveaux projets dans les pays de la zone franc. Pour 1994 et 1995, plus d'un milliard de dollars a été prévu pour 45 nouveaux projets, dont 10 dans les domaines de la santé et de l'éducation. De nombreux autres projets sont aussi dans des domaines liés à la santé publique, tels que l'approvisionnement en eau potable ou l'amélioration de l'assainissement.

Avant la reévaluation, de nombreux programmes faisaient face à de sérieux problèmes de mise en oeuvre liés à un manque de liquidités des budgets nationaux. Grâce à une augmentation importante de l'aide immédiate à décaissement rapide à la suite de la dévaluation, de nombreux pays de la zone ont pu de nouveau éliminer leurs arriérés de paiements et de salaires et restaurer de l'ordre dans leurs services éducatifs et de santé. L'exécution des projets a été considérablement renforcée avec la levée de cette contrainte.

Soutien des bailleurs de fonds et des créanciers

En revenant sur l'analyse de l'OMS, cette note offre des informations supplémentaires sur les flux globaux d'aide aux pays de la zone franc, avant et après la dévaluation.

L'aide aux pays de la zone franc a augmenté rapidement de 1986 à 1992, avec 11,7% de croissance annuelle par an. Par comparaison, l'aide aux pays d'Afrique subsaharienne avait augmenté de 5,7% par an, ce qui fait que l'aide aux pays de la zone franc augmentait à un taux deux fois plus élevé que pour le reste de l'Afrique. Ces chiffres sont basés sur l'aide après paiement du service de la dette, c'est à dire sur une base nette (tableau 4).

Pendant les trois années précédant la dévaluation, il y avait eu un ralentissement des flux, principalement dû à un ralentissement du financement des programmes d'ajustements à décaissement rapide, lié aux retards dans leur exécution. Cela a surtout été visible dans les décaissements des organisations multilatérales (Banque mondiale et Fonds Monétaire International). De plus, l'allègement de la dette par le Club de Paris a été bloqué pour de nombreux pays pendant la plupart de cette période.

Suite à la dévaluation, les bailleurs de fonds ont considérablement augmenté leur soutien à décaissement rapide qui est passé à presque 3 milliards de dollars en 1994, soit plus du double des montants moyens octroyés en 1991-93 (tableau 5). La Banque mondiale a approuvé et décaissé 1 milliard de dollars en 1994 (tableau 6). Le FMI a décaissé près de 600 millions de dollars (tableau 7). Le soutien bilatéral a aussi été important, même si des chiffres pour l'ensemble de l'année ne sont pas encore disponibles. En plus, les créanciers du Club de Paris ont accordé de nouveaux accords à 7 pays, presque tous sur les termes de Toronto élargis, ce qui a représenté presque 6 milliards de dollars d'aide (bien que 60% de ce montant soit pour le paiement d'arriérés). Globalement, 10 pays ont été touchés par des accords en 1994 (tableau 8).

Les décaissements de la Banque mondiale ont profité à tous les pays, sauf la Guinée équatoriale bien que la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Congo en aient reçu les trois quarts. Le niveau de l'assistance de la Banque mondiale en 1995 pourrait être aux alentours d'un milliard de dollars, si la performance économique le justifie.

Futures perspectives

A l'avenir, on peut se demander quelles sont les perspectives pour l'assistance externe aux pays de la zone franc. Certes, il y a une grande pression sur les budgets d'aide des principaux bailleurs de fonds. En conséquence, il y a une pression pour concentrer l'aide sur les pays et les programmes qui font preuve de véritables résultats. Mais pour tous les bailleurs de fonds, la santé et l'éducation sont maintenant reconnus comme les secteurs les plus importants pour le développement. Ainsi on peut espérer que, même dans une perspective globalement difficile, les flux d'aide pour ces secteurs pourront être maintenus.

Il subsiste cependant deux contraintes majeures au financement de la santé et de l'éducation. Pour presque tous les pays de la zone, une des contraintes les plus importantes est ras externe mais interne. Les coûts principaux ne sont pas les nouveaux investissements mais le coût annuel des salaires et les frais de fonctionnement. Comme nous le savons, dans le passé tous les pays de la zone franc ont connu des difficultés croissantes à couvrir leurs frais de fonctionnement, surtout le matériel et les fournitures. L'augmentation de la masse salariale limitait les possibilités de financer d'autres frais. De nombreux pays avaient plusieurs mois d'arriérés de salaires à la veille de la dévaluation.

La dévaluation et l'assistance soudaine à décaissement rapide ont alors apporté une bouffée d'oxygène aux budgets nationaux. De plus, la proportion des salaires dans les budgets est généralement réduite, grâce à la dévaluation. Mais à l'avenir, il existe toujours

le risque que la croissance de la masse salariale ne soit pas maîtrisée et que les tendances précédentes réapparaissent. Les solutions pour contrôler la masse salariale sont complexes. Il est essentiel que les pays adoptent une vision à long terme des besoins en personnel dans les secteurs de la santé et de l'éducation et que des mécanismes de financement soient mis au point dans ces pays pour répondre aux besoins.

L'autre contrainte majeure au financement de la santé et de l'éducation est le pouvoir d'achat limité des ménages. De nombreux ménages de la zone franc vivaient dans la pauvreté bien avant la dévaluation. En conséquence de la dévaluation, le pouvoir d'achat de certains ménages a augmenté. Mais pour d'autres, particulièrement dans les zones urbaines et dans les régions les plus démunies, l'impact initial a été négatif. Il est important de reconstituer la croissance économique mais cela doit aussi toucher les pauvres. Les anciennes approches n'ont pas toujours marché pour toucher les pauvres et de nouvelles seront peut être nécessaires. La nécessité de réduire le fardeau des coûts de santé et d'éducation pour les pauvres est critique. La Réunion Technique doit s'intéresser particulièrement aux médicaments essentiels et aux livres scolaires. Le succès dans la réduction de ces coûts représenterait une amélioration importante dans la vie des pauvres et aiderait à réduire le fardeau du financement de la santé et de l'éducation pour eux.